



Direction générale des Services techniques
Direction Voirie - Espaces Publics

Objet : **53 RUE DE LA REPUBLIQUE - Destination temporaire - Travaux - REMPLACEMENT CADRE ET DALLES POUR ORANGE SANS TERRASSEMENT**

LE MAIRE DE LA VILLE D'ARLES

VU

- La loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative et aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de Police du Maire,
- l'Article R.610-5 du Code Pénal,
- les Articles R110-2, R311-1, R.325-12 à R.325-46, R.411-25, R.417-1, R.417-10 à R.417-13, R.432-1, L.325-1 à L.325-13 du Code de la Route,
- l'Article L.241-3-2 du code de l'action sociale et des familles
- l'Arrêté Général de Circulation, n°17VET028, en date du 4 juillet 2017, réglementant la circulation et le stationnement sur la Ville d'Arles

- Considérant la requête de l'entreprise CIRCET, adressée par courrier en date du 21 Avril 2023 par laquelle elle sollicite l'autorisation d'organiser les travaux le **Lundi 15 Mai 2023** ,

- Considérant la nécessité pour le Maire d'assurer la sécurité, le bon ordre public, sur l'ensemble de la Commune.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : le stationnement est autorisé :

- **RUE DES CARMES le 15/05/2023 de 07:00:00 à 18:00:00**

Les véhicules qui stationneront en infraction aux dispositions du présent arrêté seront déplacés et mis en fourrière aux frais de leurs propriétaires.

ARTICLE 2 : Les panneaux relatifs au stationnement seront mis en place 48H avant la date d'effet de l'interdiction de stationner par l'entreprise CIRCET

ARTICLE 3 : La circulation de tous véhicules sera réduite : au droit des travaux

- **RUE DE LA REPUBLIQUE le 15/05/2023 de 07:00:00 à 18:00:00**

ARTICLE 4 : La circulation des piétons doit s'effectuer sur le côté opposé: au droit des travaux

- **RUE DE LA REPUBLIQUE le 15/05/2023 de 07:00:00 à 18:00:00**

ARTICLE 5 : La pré-signalisation, la signalisation de position et les mesures de protection de chantier nécessaires à la bonne exécution du présent arrêté seront fournies, mises en place et maintenues en état par l'entreprise CIRCET.

L'ensemble de ces dispositions devra être conforme aux réglementations en vigueur et aux éventuelles prescriptions particulières.

ARTICLE 6 : L'entreprise CIRCET évitera toute activité hors de l'emprise du chantier.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire prendra toutes dispositions nécessaires pour permettre aux riverains et à leurs fournisseurs d'accéder aux habitations.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'État et de sa publication et/ou notification. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai. Le tribunal administratif peut être saisi de manière dématérialisée par le biais de l'application « télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE 9 : L'entreprise CIRCET demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

ARTICLE 10 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 11 : M. le Directeur Général Adjoint, M. le Commissaire Divisionnaire, M. le Chef de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

ARTICLE 12 : L'ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'entreprise CIRCET - 14 Avenue Lion - 83210 SOLLIES-PONT

Arles, le 21/04/2023

Le Maire d'Arles

Patrick de Carolis

